



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.



## Huitième Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP

### Les jeunes parlementaires se mobilisent pour le climat

15 et 16 juin 2022, Charm el-Cheikh (Égypte)

#### Programme provisoire

Mardi 14 juin	
9 h 00-18 h 00	Inscription des délégués au Centre de conférences international Tonino Lamborghini
Mercredi 15 juin	
7 h 30-17 h 15	Inscription des délégués
9 h 30-10 h 00	<b>Cérémonie inaugurale</b> <b>Allocutions d'ouverture</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• M. Hanafy Ali Gibaly, Président de la Chambre des représentants égyptienne</li><li>• M. Duarte Pacheco, Président de l'Union interparlementaire</li><li>• Mme Sahar Albazar, Présidente du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, députée, Égypte</li></ul>
10 h 00-10 h 30	<b>Allocutions liminaires</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• M. Hamdy Louza, Ambassadeur et Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Égypte</li></ul>
10 h 45-11 h 00	<b>Pause-café</b>
11 h 00-12 h 30	<b>Séance 1 – Les changements climatiques : situation, effets et droits de l'homme</b> <b>Président : M. Ulrich Lechte, membre du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, parlementaire, Allemagne</b> <b>Réunion-débat</b> Sept ans après la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015 (COP21) et l'Accord de Paris sur le climat, le fossé qui existe entre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à un niveau bien inférieur à 2 °C, de préférence à 1,5 °C, et les émissions actuelles est énorme. Outre les répercussions de la hausse des températures sur l'environnement, il y a également des conséquences sur le plan humain. Les besoins croissants en matière d'adaptation, notamment dans les pays en développement, sont également confirmés par les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).  Alors que le temps est compté, où en sommes-nous en tant que communauté internationale dans la réalisation de nos objectifs climatiques ? Dans quelle mesure l'impact des changements climatiques a-t-il une incidence sur les droits de l'homme, la stabilité et le développement, notamment pour les plus vulnérables ? Quelles mesures juridiques ont été adoptées afin d'encourager la justice climatique pour les générations futures ?  <b>Allocution liminaire :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Mme Sara Minkara, Conseillère spéciale sur les droits internationaux des personnes en situation de handicap, Etats-Unis (message vidéo)</li></ul> <b>Intervenants :</b>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Moushira Khattab, Ambassadrice et Présidente du Conseil national des droits de l'homme, Égypte</li> <li>• M. Dhanush Dinesh, Fondateur de Clim-Eat</li> <li>• Mme Lilia Chanaoui, Coordinatrice de réseau, Parlement du climat</li> <li>• Mme Sofía Monsalve, Secrétaire générale, FIAN International</li> </ul> <p>Les présentations des intervenants seront suivies d'un débat.</p>
12 h 30-14 h 00	<b>Déjeuner léger</b>
14 h 00-15 h 30	<p><b>Séance 2 – Les initiatives parlementaires visant à lutter contre les changements climatiques</b></p> <p><b>Partie 1 : Études de cas sur les pratiques législatives et de surveillance pour mettre à profit les moyens d'action parlementaire.</b></p> <p><b>Présidente : Mme Sahar Albazar, Présidente du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, parlementaire, Égypte</b></p> <p><b>Réunion-débat</b>  Les jeunes parlementaires ont un rôle majeur à jouer dans la lutte contre les changements climatiques, de la participation à l'élaboration de nouvelles lois et à la révision des budgets nationaux, à l'application des outils de surveillance destinés à suivre la mise en œuvre des engagements sur le climat par les pouvoirs publics. La séance mettra en avant quelques exemples illustrant comment les jeunes parlementaires peuvent jouer un rôle de premier plan en utilisant les leviers du pouvoir du parlement.</p> <p>Quels types de mesures législatives sont efficaces pour aligner les pays sur leurs engagements liés aux changements climatiques, tout en abordant de façon globale les aspects sociaux et économiques ? Comment les jeunes parlementaires peuvent-ils obliger leurs gouvernements à rendre des comptes ?</p> <p><b>Allocution liminaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Jim Skea, Professeur, Imperial College de Londres, auteur principal des rapports du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (message vidéo)</li> </ul> <p><b>Intervenants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Ashraf Rashad, député, Égypte</li> <li>• M. Dan Carden, député, Royaume-Uni</li> <li>• Mme Maria Eugenia Catalfamo, Sénatrice, Argentine</li> <li>• M. Nsanja Patrick Kayongo, député, Ouganda</li> <li>• Mme Meera Al Suwaidi, députée, Émirats arabes unis</li> </ul> <p>Les présentations des intervenants seront suivies d'un débat et d'un échange de bonnes pratiques.</p>
15 h 30-15 h 45	<b>Pause-café</b>
15 h 45-17 h 15	<p><b>Séance 2 – Les initiatives parlementaires visant à lutter contre les changements climatiques</b></p> <p><b>Partie 2 : L'innovation parlementaire à travers la « budgétisation environnementale » et la création de parlements « verts » plus respectueux de l'environnement</b></p>

	<p><b>Présidente : Mme Raksha Nikhil Khadse, membre du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, parlementaire, Inde</b></p> <p><b>Réunion-débat</b>  Les parlements apportent des solutions créatives afin de mieux intégrer l'action climatique dans leurs processus. Par exemple, certains mettent en œuvre une démarche de plus en plus fréquente de budgétisation environnementale des dépenses de l'État, ou « budgétisation verte », afin de mieux comprendre comment les dépenses de l'État interagissent avec les engagements en matière de changement climatique.</p> <p>En quoi consiste la pratique visant à élaborer des « budgets verts » et à quel point se révèle-t-elle efficace ? Comment certains parlements ont quasiment réduit l'impact de leurs travaux sur l'environnement ? Quelles sont les autres mesures non conventionnelles existantes susceptibles d'être mises en place dans d'autres pays ?</p> <p><b>Allocution principale :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Margaux Lelong, Analyste politique, Budgétisation verte, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)</li> </ul> <p><b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Sebastian Tynkkynen, député, Finlande</li> <li>• M. Vincent Tsvangirai, député, Zimbabwe</li> <li>• Mme Eslam Altabashat, députée, Jordanie</li> <li>• M. Afnan Ullah Khan, Sénateur, Pakistan</li> <li>• M. Nico Marchetti, député, Autriche</li> </ul> <p>Les présentations des intervenants seront suivies d'un débat et d'un échange de bonnes pratiques.</p>
--	--

Jeudi 16 juin	
7 h 00-7 h 30	Run for the planet
9 h 30-11 h 00	<p><b>Séance 3 – Promouvoir la participation de la société civile et des citoyens au parlement</b></p> <p><b>Présidente : Mme Raksha Nikhil Khadse, membre du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, parlementaire, Inde</b></p> <p><b>Réunion-débat</b>  Les jeunes ont fait la une ces dernières années en appelant leurs dirigeants politiques à l'action pour le climat. En tant que représentants des citoyens, les jeunes parlementaires sont idéalement placés pour sensibiliser les jeunes et les groupes de la société civile – notamment les groupes de jeunes – à l'action parlementaire en matière de lutte contre les changements climatiques.</p> <p>Comment les jeunes parlementaires peuvent-ils faire entendre la voix des jeunes leaders dans les processus de prise de décisions publiques ? Comment les parlementaires sensibilisent-ils plus largement le public, notamment grâce aux réseaux sociaux et aux technologies en ligne, afin de mieux comprendre les points de vue de leurs électeurs et de les élever au niveau institutionnel ?</p> <p><b>Allocution liminaire :</b></p>

	<p>Mme Saiarchana Darira, Assistante de production, initiative Turn it Around, COP 26, ONU</p> <p><b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Tamar Chugoshvili, Experte parlementaire et ancienne Vice-Présidente du Parlement géorgien</li> <li>• Mme Rianna Gonzales, Spécialiste des ressources hydriques, Participation des jeunes, Partenariat mondial de l'eau</li> <li>• Mme Lamia Mohsin, titulaire d'une bourse pour les jeunes champions du climat de la CCNUCC</li> <li>• Mme Shana Mohamed Massoud, Directrice des relations internationales, Fondation Haya Karima</li> </ul> <p>Les présentations des intervenants seront suivies d'un débat et d'un échange de bonnes pratiques.</p>
11 h 00-11 h 15	<b>Pause-café</b>
11 h 15-12 h 45	<p><b>Séance 4 – Aider les pays en développement à lutter contre les changements climatiques</b></p> <p><b>Président : M. Ulrich Lechte, membre du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, parlementaire, Allemagne</b></p> <p><b>Réunion-débat</b></p> <p>Tous les pays doivent pouvoir disposer des moyens nécessaires pour financer et élaborer des mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ; toutefois, ce besoin est particulièrement urgent dans le monde en développement. Lors de la COP26 à Glasgow (2021), les pays riches ont réitéré leur engagement de porter à 100 milliards USD par an l'aide aux pays en développement et d'œuvrer ensemble pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux aux fins du développement durable. Également à Glasgow, plusieurs rapports ont mis en évidence les besoins financiers des pays en développement.</p> <p>Quel rôle les parlements peuvent-ils jouer pour faciliter la coopération au développement entre les pays développés et les pays en développement dans le cadre de l'atténuation aux changements climatiques et de l'adaptation à leurs effets ? Comment le parlement peut-il promouvoir ce type d'action lors de l'adoption des budgets de l'État ? Comment mettre à profit la coopération interparlementaire pour faciliter une telle collaboration ?</p> <p><b>Allocution liminaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Sheila Redzepi, Vice-Présidente, Groupe de la Banque mondiale (message vidéo)</li> </ul> <p><b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Laila Iskander, CID Consulting, Ancienne Ministre de l'environnement, Égypte</li> <li>• M. Hamza Al-Assad, Responsable régional, Stratégie climatique et mise en œuvre régionale, Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement</li> <li>• M. Jens Kromann Kristensen, Practice Manager, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Banque mondiale</li> </ul> <p>Les présentations des intervenants seront suivies d'un débat.</p>
12 h 45-13 h 30	<b>Séance de clôture</b>

	<p><b>Présentation et adoption du document final</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Sahar Albazar, Présidente du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, parlementaire, Égypte</li> </ul> <p><b>Discours de clôture</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>M. Hanafy Ali Gibaly, Président de la Chambre des représentants égyptienne</li> <li>Mr. Duarte Pacheco, Président de l'Union interparlementaire</li> </ul>
17 h 00	Dîner de gala organisé dans le désert par la Chambre des représentants de l'Égypte